



1er mai 2010

# GAGNER SUR LES RETRAITES, Sur quoi construire les convergences de lutte?

## **1<sup>er</sup> mai et suites : le rassemblement des travailleurs pour faire plier le pouvoir passe avant l'unité des organisations et 2012**

*Le 1<sup>er</sup> mai peut et doit être le signal d'une large convergence des luttes pour faire plier le pouvoir, mettre en échec sa politique antisociale, notamment sur les retraites. Des manifestations unitaires sont organisées dans des centaines de villes, à l'appel nationalement de 5 syndicats, localement souvent davantage. Tous les partis de gauche appellent à défilier.*

*Très bien mais sur quoi se fait cette unité ? Correspond-elle à l'attente de rassemblement de ceux qui luttent, dans des secteurs de plus en plus nombreux du privé et du public ? A l'attente d'un point de convergence efficace pour faire enfin reculer le gouvernement, au moins d'abord sur une première bataille, afin d'enfin ouvrir la perspective politique ? L'expérience des mobilisations par millions au premier semestre 2009, sans débouché, a montré les limites d'une certaine recherche de l'unité.*

*On ne peut que rester pantois devant l'attitude du PS. Le 26 avril, M. Aubry rencontre Woerth, le ministre de la casse sociale. Sur les retraites, le PS refuse de donner aux Français ses positions et ses propositions ! Il attend le projet du gouvernement pour pouvoir se situer tactiquement en opposition. Le large consensus UMP-PS sur les retraites resurgit (et pas que sur ça !). Il date au moins de la résolution du sommet européen de Barcelone en 2002 signée ensemble par Jospin et Chirac.*

*Du côté des organisations syndicales, la recherche du plus petit dénominateur commun pour l'unité risque d'être un frein au rassemblement des salariés, jeunes et retraités dans la lutte. Qui peut attendre, par exemple, quelque chose de bon du « sommet social » de Sarkozy et du Medef que l'appel commun à 5 organisations pour ce 1<sup>er</sup> mai appelle à préparer ?*

*Pour les retraites, c'est maintenant que doit s'engager la bataille ! Nous apportons cette contribution.*

**UN CALENDRIER ÉTUDIÉ.** Le gouvernement est attentiste. Il mesure l'opposition populaire. Il tente de diluer le débat, de multiplier les pistes, les diversions. En même temps, la politique de dramatisation des « déficits » fabriqués continue. Le rapport du COR annonce un « déficit » de 70 milliards d'euros dans 40 ans. Qui peut prévoir quelque chose sur 40 ans ? Et ce « déficit » n'est qu'un besoin de financement qui correspond d'ailleurs seulement aux profits des entreprises du CAC 40 en 2009. De juin à septembre, pendant les vacances, le pouvoir s'apprête à opérer son coup de force. C'est bien maintenant que la riposte doit monter.

### **QUELLES CONVERGENCES CONSTRUIRE ?**

#### **1- NE RIEN CÉDER SUR LA RETRAITE À 60 ANS.**

Ce droit, acquis de haute lutte, a une valeur symbolique très forte. Le gouvernement veut le remettre en cause à la fois pour pénaliser les retraités et infliger une défaite historique au monde du travail. Il veut donner un signe aussi aux autres pays qu'il suit bien la doctrine de l'UE.

Un rapport de force considérable existe pour la défense de la retraite à 60 ans. Malgré les déclarations d'Aubry, le PS est obligé de s'y rallier. Woerth commence même à étudier l'idée de maintenir le droit au départ mais en instaurant des pénalités à ceux qui partiraient avant 62, 63 ou 65 ans. De même qu'il songe à reporter l'âge auquel tout salarié peut liquider sa retraite à taux plein (65 ans actuellement), ce qui pénaliserait particulièrement les femmes.

#### **2- POUR UNE DIMINUTION DE LA DURÉE DE COTISATION.**

Un nouvel allongement de la durée de cotisation pour une retraite au taux plein est une des pistes avancées par le gouvernement. Depuis la loi Balladur-Veil de 1993 et le passage de 37,5 à 40 ans, les retraités ont perdu 20% de pouvoir d'achat.

De façon subreptice depuis 2009, par décret, le gouvernement allonge la durée de cotisation d'un trimestre par an pour atteindre 41 ans en 2012. Le débat public préalable promis par Fillon en 2003 sur les « conditions démographiques, économiques et sociales » n'a évidemment pas eu lieu. Le gouvernement peut-il aller plus loin et plus vite ?

Pour des retraites pleines à 60 ans, il est plus nécessaire que jamais, non seulement de s'opposer à tout allongement, mais de gagner le retour aux 37,5 annuités, au calcul sur les 10 meilleures années et à l'indexation des pensions sur les salaires (de revenir sur la loi de 93). Un large rassemblement peut avoir lieu sur cette revendication claire qui place la défense du système de financement au centre.

#### **3- PÉNIBILITÉ : ASSEZ DE NÉGOCIATION !**

Depuis 2003, patronat, syndicats et gouvernement négocient sur la prise en compte de la pénibilité. C'est le meilleur exemple que le « dialogue social » n'aboutit à rien (de bon). On voit venir Medef et ministre : on maintiendrait le départ à 60 ans pour certains métiers pénibles tout en reportant l'âge de départ pour tous les autres. Non ! Des départs anticipés à 55 ans (voire 50) doivent être décidés, comme réparation mais aussi comme prévention.

.../...

C'est incroyable qu'on nous pousse à nous résigner à ce que l'es-  
pérance de vie des ouvriers soit plus courte.

#### **4- PAS TOUCHE AU CODE DES PENSIONS ET AU STA- TUT DE LA FONCTION PUBLIQUE !**

Une vaste campagne est lancée par les media à la solde du pouvoir pour tenter d'opposer, à nouveau, les salariés du privé et du public.

Dénonçons les mensonges éhontés : à niveau égal de carrière et de qualifications, les pensions sont du même ordre.

L'objectif du gouvernement n'est pas seulement de faire payer les fonctionnaires (et les agents relevant de régimes spéciaux) et de jouer sur les différences pour abaisser les droits de tous. **Il s'inscrit aussi dans une politique générale de casse des services publics et du statut de la fonction publique.** Des centaines de milliers d'emplois sont menacés, une référence sociale pour tous, mais aussi une garantie de maintien des principes du service public de l'Etat (égalité, impartialité, intérêt général...). **Faisons le lien entre casse des retraites et casse des services publics, établissons la communauté d'intérêt public/privé !**

#### **5- DÉFENDRE FAROUCHEMENT LE FINANCEMENT DES RETRAITES PAR LA COTISATION SOCIALE !**

Madame Parisot n'a que ça à la bouche : « diminuer les charges sociales » ! Le patronat n'a jamais renoncé à remettre la main entièrement à ce qu'il a dû céder en 1945, grâce notamment au ministre communiste Ambroise Croizat, **la solidarité entre salariés actifs et retraités, par la part socialisée du salaire, la cotisation sociale.** Ce système a fait ses preuves alors que la « capitalisation » permet, comme aux Etats-Unis, aux capitalistes de s'emparer de l'épargne des salariés et de ruiner les retraités.

**Un dangereux consensus, au moins dans les mots, se développe,** même à gauche pour réclamer de « nouvelles formes de financement ». Il risque de faire le jeu du Medef.

« **Taxer les revenus financiers** », oui, mais on ne peut pas asseoir les retraites sur cette ressource aléatoire dépendant du capital. La finance ne crée pas de richesses, elle pompe celles créées par le travail. « Moduler les taux de cotisation en fonction des politiques de l'emploi » : cela rejoint, même à corps défendant, le prétexte des patrons pour demander des exonérations. Les exonérations de cotisations patronales n'ont créé aucun emploi mais gravement sapé le financement de la Sécu.

Quand le PS évoque de nouveaux financements, on comprend qu'il soit discret. Il pourrait donner des idées à la droite. Il parle d'augmenter la CSG de 3,8% à 6,2% pour les retraités imposables. Ce serait faire payer les retraités une deuxième fois pour leur retraite. Il parle fusionner la CSG et l'impôt sur le revenu, ce qui serait le moyen de fiscaliser le financement de la Sécu et d'exonérer complètement le patronat. M. Aubry veut aussi renforcer le « Fonds de réserves pour les retraites », placé en bourse, avec l'argent des privatisations...

De son côté, le gouvernement prépare l'opinion à des prélèvements exceptionnels, qu'une situation « à la grecque » pourrait prétexter.

**Pas touche au salaire, ni dans sa part nette, ni dans sa part socialisée ! N'opposons jamais salaire et emploi ! Augmenter les salaires et les cotisations, c'est la meilleure façon de prendre sur les profits.**

- La suppression de ces exonérations (33 milliards par an dont plus de la moitié votées sous Jospin) est une revendication immédiate et rassembleuse. Elles alimentent directement les profits et les dividendes et sont supérieures au « déficit » affiché de la Sécu.

- Soumettre toutes les formes de rémunération (notamment les stock-options des patrons) à cotisation rapporterait plusieurs milliards d'euros.

- La cotisation sociale fait aussi le lien direct avec l'emploi : 100.000 créés, c'est deux milliards d'euros en plus pour la Sécu.

**Un jour quand le besoin s'en fera sentir, il faudra sans doute les augmenter, pour partager les gains de productivité. C'est un choix de société.** C'est tout simplement continuer à faire fonctionner notre système solidaire.

**Communistes, avec ces propositions, nous voulons contribuer à la bataille pour gagner tout de suite sur les retraites.**

Notre préoccupation n'est pas de prendre une posture d'opposant en vue de 2012. Elle n'est pas non plus d'instrumentaliser la question des retraites pour œuvrer à une « recomposition politique » à « gauche » ou à « gauche de la gauche ».

Les luttes des salariés sont seules décisives pour permettre une alternative politique. Gagner aujourd'hui sur les retraites, c'est permettre de gagner pour l'hôpital public, pour l'éducation, pour la défense de l'industrie. C'est permettre de gagner demain, en 2011, en 2012.

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES ont montré que moins de 1 électeur inscrit sur 8 soutient le gouvernement. Pour autant, l'abstention a également touché la « gauche » qui ne gagne que par défaut. Le pouvoir a aussi réussi à refaire dangereusement de l'extrême droite un déversoir de colère.

Cette situation de blocage politique institutionnel contraste avec le développement des luttes et les conditions d'une alternative politique qu'elles ouvrent.

Tout est fait pour enfermer la perspective dans le jeu politicien de l'alternance, dans le large consensus sur le fond entre l'UMP et le PS (UE, retraites, aides

à la finance...). La préparation des élections de 2012 et le choix des candidats devraient occuper tous les esprits? Sarkozy a annoncé qu'il interromprait les « réformes » au deuxième semestre 2011 ! Pour rentrer à nouveau dans le jeu de la démagogie électorale !

Non, dans la période, l'alternative politique ne se trouve pas là, mais dans la convergence des luttes. Ensemble, il est possible de faire plier le gouvernement, d'obtenir une première victoire qui ouvre la voie à d'autre.

**Communistes, nous plaçons toute nos proposi-**

**tions et nos actions dans cette perspective.**

Le débat se poursuit dans notre parti. Pour notre part, comme des camarades de nombreuses sections et fédérations du PCF, nous n'acceptons pas l'idée d'un « Front de gauche » qui supprime notre parti pour servir de caution à la résignation sociale-démocrate dans une nouvelle « gauche unie ».

Nous voulons « faire vivre et renforcer le PCF ». Il doit retrouver toute son indépendance de pensée et d'action au service du monde du travail dans le combat contre le capitalisme.

## **Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !**

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF ,